

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
19 rue de Ciron
Bâtiment A
81013 Albi Cedex

Albi, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues
81120 Dénat

Références : -
Code AIOT : 0006811385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 Dénat. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Site de priorité nationale inspecté dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2026.
La dernière inspection du site date du 24 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 Dénat
- Code AIOT : 0006811385

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2020, modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Zone de chalandise | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.3 | Demande d'action corrective | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 1 | Activités autorisées | Lettre du 12/02/2025, article 1.2.1 | Sans objet |
| 3 | Intégration du site | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.3 | Sans objet |
| 4 | Autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.7.3 | Sans objet |
| 5 | Qualité de l'air | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2 | Sans objet |
| 6 | Effluents | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2 | Sans objet |
| 7 | Gestion des eaux | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.2.4 | Sans objet |
| 8 | Gestion de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.2 | Sans objet |
| 9 | Gestion de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3 | Sans objet |
| 10 | Déclaration préalable | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.2 | Sans objet |
| 11 | Registre d'admission | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4 | Sans objet |
| 12 | Contrôles des déchets | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19 | Sans objet |
| 13 | Déchets non autorisés | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, l'exploitation est bien gérée, bien organisée et appelle peu de commentaire.

Cependant, il est demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives pour s'assurer du respect de sa zone de chalandise, l'inspection a constaté la réception de 2 tonnes de déchets amiantés issus d'un chantier dans le Lot-et-Garonne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Lettre du 12/02/2025, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Seuils autorisés |
| Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau : <ul style="list-style-type: none">- 2760-2b Capacité max./an : 3200 tonnes- 2760-3 Capacité max./an : 55 000 tonnes |
| Constats : Les quantités de déchets admis sur l'installation ces trois dernières années sont, selon les données GERE, les suivantes : <u>Année 2025</u> <ul style="list-style-type: none">- ISDI : 53060 tonnes- ISDND : 2560 tonnes <u>Année 2024</u> <ul style="list-style-type: none">- ISDI : 42 933 tonnes- ISDND : 1 238 tonnes <u>Année 2023</u> <ul style="list-style-type: none">- ISDI : 51 771 tonnes- ISDND : 1 712 tonnes Suite au dépassement de quantité de 2023, l'exploitant a été autorisé sur sa demande du 15 octobre 2024 pour un stockage annuel de 55 000 tonnes en ISDI. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Zone de chalandise

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Provenance des déchets |
| Prescription contrôlée : |

Seuls les déchets provenant du département de l'Ariège (9), l'Aude (11), l'Aveyron (12), le Cantal (15), la Haute-Garonne (31), le Gers (32), l'Hérault (34), le Lot (46), la Lozère (48), Les Pyrénées Orientales (66), le Tarn (81) et le Tarn et Garonne (82) peuvent être admis sur l'installation de stockage de DMCCA.

Constats :

Après contrôle de la déclaration GEREP de 2025, les déchets proviennent tous des départements listés dans la prescription supra, à l'exception de 2 tonnes qui proviennent de chantier de BOE (47) :

- BSDA Trackdéchets n° 20250120 du 12 mars 2025 - 17 06 05* - 2 tonnes.

Le producteur de ces déchets est la SASU BATI82 d'ALBIAS, un apporteur habituel de l'exploitant.

Sur le registre 2025 adressé à l'Inspection préalablement à la visite, on relève deux producteurs hors zone de chalandise :

- 20 janvier 2025 : 500 kg en provenance d'Annecy (74) - BSDA-20250117-SK01EEFWW

- 18 décembre 2025 : 580 kg en provenance de Paris - BSDA-20251215-YRNTV808T

Cependant, les chantiers à l'origine des déchets sont situés en Aveyron si on consulte les BSDA. Le registre des déchets entrants de 2025 doit être modifié afin qu'il soit indiqué l'adresse du chantier réelle et non la résidence principale des apporteurs de déchets.

Ce tonnage hors zone de chalandise (2 tonnes) représente 0,1% des déchets entrants amiantés en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être vigilant sur le respect de sa zone de chalandise, les déchets hors zone doivent être refusés.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives afin de ne pas réceptionner des déchets hors zone de chalandise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Intégration du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Intégration du site

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, gravats ou morceaux de gravats, boues, emballages plastiques ou big bags, déchets.

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...).

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Constats :

L'exploitation est entretenue, dans un bon état de propreté et s'intègre sans difficulté dans le paysage.

Les parties de l'ISDI complètement remblayées sont recolonisées par la végétation adventice.

Il n'y a pas de dispersion de boue ou de poussières sur la voie communale qui dessert l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses et transmissions des résultats

Prescription contrôlée :

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. [...]

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Constats :

Les données GIDAF sont renseignées au fur et à mesure de la réception des résultats d'analyses.

| |
|--|
| <p>Au niveau de l'analyse réalisée en septembre 2025 sur les lixiviats, plusieurs dépassements ont été observés : AOX*, pH, MES, NGL, somme des métaux et chrome. Ces dépassements sont importants et seraient dus à l'agriculture locale, selon l'exploitant, notamment les engrais. Les dépassements relevés sur les MES semblent venir de prélèvements réalisés sur des eaux stagnantes et non sur des eaux d'écoulement.</p> <p>Au niveau de l'analyse réalisée en novembre 2025 sur les lixiviats, aucun dépassement n'est observé.</p> <p>En 2025, l'exploitant a réalisé l'analyse des fibres d'amiantes dans le bassin de lixiviats, aucune fibre n'a été détectée.</p> <p>* Halogène organique adsorbable</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, en cas de nouveaux dépassements sur ces mêmes critères lors des prochaines séries d'analyses, renforcera ses investigations afin de déterminer les causes objectives de ces dépassements et en informera l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Qualité de l'air

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Retombées atmosphériques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) et d'une mesure des fibres d'amiante. Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. En outre les dépôts ne doivent pas contenir de fibres d'amiante.</p> </div> |
| <p>Constats :</p> <p>Les mesures de retombées atmosphériques ont été réalisées du 2 octobre au 3 novembre 2025</p> |

par le bureau de contrôles *APAVE* de Toulouse (31). Le rapport ne fait l'objet d'aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux de ruissellement extérieures au site,
- les eaux de ruissellement intérieures composées des eaux pluviales ayant ruisselé sur l'installation de stockage de déchets inertes ou les parties réaménagées de l'installation de stockage de DMCCA,
- les eaux souterraines issues d'éventuels écoulements d'eaux souterraines ou de sub-surfaces,
- les eaux de voiries,
- les lixiviats issus des casiers de stockage des DMCCA,
- les eaux vannes.

Constats :

Les eaux extérieures sont captées par des fossés périphériques et se rejettent dans le milieu naturel.

Les eaux intérieures sont captées par le réseau interne et sont dirigées vers les bassins du site après passage, pour la zone de la base-vie et du pont-bascule (eaux de voiries), par un ouvrage de séparation.

Les lixiviats du casier amiante sont dirigés vers les bassins BDA.

Les eaux vannes sont gérées par une fosse septique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de collecte

Prescription contrôlée :

Un fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie du casier pour recueillir les eaux de ruissellement internes et éviter le ruissellement vers le casier.

Les eaux collectées sont dirigées vers l'écoulement naturel du terrain en aval du casier et rejoignent les eaux de ruissellement de l'installation de stockage de déchets inertes au niveau

du bassin BRI d'un volume de 230 m3.

Constats :

Les eaux de ruissellement sont interceptées par un fossé périphérique implanté en bord de piste et autour du casier amianté ; elles sont dirigées vers le bassin BRI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Relevés topographiques

Prescription contrôlée :

A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes.
Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.10.2.

Constats :

Le dernier relevé topographique de l'installation date du 6 janvier 2026.
Les capacités de stockage restantes sont de :
- 259 500 m³ pour l'ISDI,
- 16 730 m³ pour le casier amiante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets amiantés

Prescription contrôlée :

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante. A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. **Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.**

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés **tel qu'un chariot élévateur**, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que **l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent.** Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.

Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le **bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.**

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. **L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.**

Constats :

Les déchets arrivent sur le site sont déjà conditionnés. Ils sont soit emballés et livrés sur palettes, soit en gros sacs (big-bags) étanchés.

Dans un local dédié, l'exploitant dispose de tout le nécessaire pour procéder à un emballage si besoin : film plastique, gros sacs, adhésif, etc.

Les déchets sont déchargés et manipulés avec précaution au moyen d'un chargeur télescopique. Chaque livraison de déchets amiantés est contrôlée visuellement.

Lors de l'inspection, les déchets d'amiante sont bien recouverts d'une couche d'argile (Cf. photos).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Documents d'acceptation

Prescription contrôlée :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.

L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie ci-après :

- source et origine du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage. [...]

Constats :

Les documents ont été contrôlés par sondages, ils ont porté sur le registre entrant des déchets amiantés du mois de novembre 2025.

1) Demande d'acceptation préalable n°25/4709

- BSD n° 20251009 du 3 novembre
- client : Grand sud désamiantage à Trèbes (11),
- 9,7 tonnes sous le code 16 06 05*

2) Demande d'acceptation préalable n°25/4708

- BSD n° 20251124 du 25 novembre
- client : Ségala TP à Baraqueville (12)
- 14,8 tonnes sous le code 16 06 05*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du registre

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable).

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets entrants pour 2025 a été adressé à l'Inspection en préalable à la visite sur site.</p> <p>Les documents d'accompagnement (acceptation préalable) des déchets amiantés sont disponibles et consultables.</p> <p>Lors de la visite, le registre du mois de novembre 2025 a été consulté par sondage (Cf. constat 10).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Contrôles des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles au déchargement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit.</p> <p>Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site.</p> <p>Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p> </div> |
| <p>Constats :</p> <p>Un premier contrôle des déchets inertes est effectué sur le pont bascule par caméra.</p> <p>Sur l'ISDI, une zone de déchargement est affectée au contrôle des déchets avant régalaage, cette zone est déplaçable. Lors de l'inspection, le panneau n'était pas implanté au bon endroit, ce qui a été signalé verbalement à l'exploitant.</p> <p>Les déversements ont lieu en présence d'un agent du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déplace le panneau de la zone de contrôle au fur et à mesure de l'évolution spatiale de l'aire de déversement et de contrôle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 13 : Déchets non autorisés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets |
| Prescription contrôlée : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]</p> </div> |
| Constats : <p>Des bennes destinées aux déchets indésirables sont disponibles sur l'aire de déversement des déchets inertes.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |